

L'AFRIQUE ET L'EAU

Claude Jamati, Alexandre Schoepfer

Editions Choiseul | « *Géoéconomie* »

2014/1 n° 68 | pages 177 à 186

ISSN 1620-9869

ISBN 9782362590535

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-geoeconomie-2014-1-page-177.htm>

Pour citer cet article :

Claude Jamati, Alexandre Schoepfer « L'Afrique et l'eau », *Géoéconomie* 2014/1 (n° 68), p. 177-186.

DOI 10.3917/geoec.068.0177

Distribution électronique Cairn.info pour Editions Choiseul.

© Editions Choiseul. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.



L'Afrique et l'eau

*Entretien réalisé par Alexandre Schoepfer**

Membre du comité de direction de l'Association africaine de l'eau (AAE), Claude Jamati a dirigé l'ouvrage collectif intitulé *L'Afrique et l'eau* (Alpharès, Paris, 2014).

GÉOÉCONOMIE: Parmi les grands défis que l'Afrique devra relever dans ce début de XXI^e siècle figure, de toute évidence, celui de l'eau. L'Afrique manque-t-elle d'eau ? Certains pays ne sont-ils pas menacés d'une grave pénurie ?

Claude JAMATI: L'Afrique n'est pas un immense désert privé d'eau. Il existe d'ailleurs, historiquement, entre l'Afrique et l'eau, un lien étroit: une grande partie des noms d'États africains est liée à l'eau, la libre circulation sur les fleuves a joué un grand rôle dans le partage entre puissances coloniales. En revanche, l'eau est, sur le continent africain, inégalement répartie: 14 pays sont menacés d'une grave pénurie; 80 % des personnes privées d'un accès à une source d'eau potable vivent en Afrique; un Africain sur deux est obligé de parcourir, chaque jour, dix kilomètres pour aller chercher l'eau dont il a besoin. Les experts occidentaux parlent de l'eau, pendant que les Africains la portent.

* Responsable éditorial de la revue *Géoéconomie*.

GÉOÉCONOMIE: Beaucoup plus que les infrastructures économiques, l'eau n'est-elle pas nécessaire à la vie ?

Claude JAMATI: L'eau est une nécessité absolue pour la vie. À quoi servirait une route qui conduirait à un endroit privé d'eau? On ne peut pas dissocier développement économique et accès à l'eau. Mais l'eau est aussi le premier facteur de mortalité à travers les maladies hydriques. On voit donc que les défis relatifs à l'eau sont nombreux en Afrique. On a, d'un côté, la nécessité d'apporter des solutions pérennes pour la desserte en eau et l'assainissement, notamment en périphérie des grandes villes et des villes moyennes, avec, comme objectifs, l'amélioration de la qualité et la professionnalisation du secteur; de l'autre, la nécessité de conduire des actions dans le domaine de la santé publique avec l'apprentissage des règles d'hygiène souvent ignorées des populations. Un seul chiffre: en Afrique, chaque jour, 3 000 enfants meurent à cause du manque d'eau potable. À cela s'ajoutent toutes les maladies provoquées par l'utilisation d'une eau insalubre: diarrhée, typhoïde, choléra, etc.

GÉOÉCONOMIE: Les défis liés à l'eau ne manquent pas sur ce continent qui connaît à la fois un important développement économique, un extraordinaire « boum » démographique et une urbanisation galopante. Les besoins en eau pour l'industrie, l'agriculture et la population ne vont-ils pas être de plus en plus importants ?

Claude JAMATI: Les chiffres nous montrent que l'Afrique connaît aujourd'hui une profonde transformation. La croissance, selon les pays, se situe entre 5 et 12 %, l'urbanisation s'accélère avec une augmentation de 4 % par an, le « boum » démographique va faire de l'Afrique le continent le plus peuplé du monde. Le continent noir compte aujourd'hui 1 milliard d'habitants, 2 milliards en 2050 et 4 milliards à la fin du XXI^e siècle. Déjà, en 2025, avec 750 millions d'habitants, la population urbaine africaine dépassera la population totale de l'Europe. Les besoins en eau seront donc, dans tous les

domaines, considérables. La gestion de l'eau apparaît bien comme un enjeu politique, mais aussi géoéconomique et géostratégique.

GÉOÉCONOMIE : *Le débat sur l'eau est souvent confisqué par les experts occidentaux, les ONG. Quels sont, en Afrique, les grands acteurs de ce secteur-clef ?*

Claude JAMATI : En effet, comment parler de l'eau sur le continent noir sans impliquer les grands acteurs africains de ce secteur clef ? Ces acteurs, je les rencontre dans le cadre du comité de direction de l'Association africaine de l'eau (AAE), dont je suis membre. Avec Mamadou Dia, le précédent président de l'AAE, et qui est par ailleurs directeur général de la Sénégalaise des Eaux, nous avons pensé qu'il était nécessaire de mobiliser les dirigeants africains des sociétés d'eau, pour qu'ils relatent leur propre expérience. Je voulais aussi faire connaître les réponses qu'ils apportent, afin de relever le défi de l'eau en Afrique. L'actuelle présidente de l'AAE, Madame Duduzilé Myeni, élue en 2012, par ailleurs présidente de la SAAWU (*South African Association of Water Utilities*), s'est engagée à nos côtés avec l'idée de publier un ouvrage collectif. Il ne manquait plus qu'un éditeur. Mon ami Christian Gambotti, qui dirige la collection « L'Afrique en marche », a immédiatement voulu accueillir le projet dès l'instant qu'il s'agissait, près de 60 ans après les indépendances politiques, et dans le contexte nouveau de l'indépendance économique, de recueillir les témoignages de dirigeants africains qui n'ont pas ménagé leur talent et leur énergie pour relever tous les défis liés à l'eau, afin d'apporter à tous les Africains des services d'eau et d'assainissement de qualité à un prix abordable. Le projet de cet ouvrage collectif a rencontré, dans toutes les régions du continent, l'adhésion immédiate des grands acteurs de l'eau.

GÉOÉCONOMIE : *Quels sont les contributeurs de cet ouvrage collectif L'Afrique et l'eau ?*

Claude JAMATI : Parmi les nombreux dirigeants et experts africains,

plusieurs personnalités ayant dirigé l'AAE ont accepté d'apporter leur contribution à la rédaction de l'ouvrage: Marcel Zadi Kessy (Côte d'Ivoire), Abdoulaye Bouna Fall (Sénégal), François Ombanda (Gabon), Mamadou Lamine Kouaté (Burkina Faso), Duduzilé Myéni (République Sud-Africaine), sans oublier Mamadou Dia (Sénégal), qui a soutenu ce projet dès son origine. D'autres dirigeants et experts africains se sont joints à nous: Yao Badjo (Togo), Jean-Pierre Lasseni-Dubozé (Gabon), Amadou Hama Maiga (Mali), Sylvain Usher (Côte d'Ivoire), Mounir Zouggar (Maroc), Adnen Boubaker (Tunisie), Doulaye Koné (Côte d'Ivoire), Jean-Bosco Bazié (Burkina Faso), Silver Mushiga (Ouganda). J'ai aussi demandé à quelques amis de l'Afrique, experts reconnus dans leurs domaines, d'accompagner la démarche: Dominique Allard, Sarah Botton, Bernard Collignon, Bertrand Dardenne, Jean-Antoine Faby, Franck Galland et Christophe Le Jallé.

GÉOÉCONOMIE : Quelle est l'organisation du livre ?

Claude JAMATI: Le livre commence par des textes traitant de domaines communs à de nombreux pays africains. Un premier chapitre rappelle quelques paramètres du secteur de l'eau en Afrique. Le deuxième chapitre donne la parole à Marcel Zadi Kessy (Côte d'Ivoire), président fondateur de l'UADE (Union africaine des distributeurs d'eau). Ses idées ont marqué le secteur de l'eau ivoirien et même africain. L'UADE, créée en 1980, devenue en 2004 l'Association africaine de l'eau (AAE), rassemble les professionnels africains de l'eau. L'objectif était le partage des savoirs et des expériences, afin de mettre en œuvre des solutions permettant d'apporter, de façon durable, de l'eau et un assainissement de qualité à tous les Africains. Marcel Zadi Kessy, qui est aussi l'auteur de nombreux ouvrages sur la gestion des entreprises, aborde trois sujets importants: les raisons de la création de l'UADE, la nécessité d'initier une politique managériale à l'africaine et la volonté de s'engager dans une politique de féminisation de la profession. Permettre l'accès du marché du travail aux femmes africaines, à des postes importants, est l'un des

objectifs majeurs que Marcel Zadi Kessy s'est fixé tout au long de sa carrière de dirigeant.

GÉOÉCONOMIE : Les grandes questions liées à l'eau sont connues : la ressource, l'exploitation, l'assainissement, la distribution et la gestion. Les difficultés ne sont-elles pas plus grandes en Afrique, lorsqu'il est question de financement, mais aussi de volonté politique ?

Claude JAMATI : Il existe en effet des grandes questions liées à l'eau que l'on retrouve d'un continent à l'autre. Certaines de ces questions se posent avec beaucoup plus d'acuité en Afrique, d'abord, là où la ressource est plus rare, ensuite, là où elle existe en quantité suffisante, puisqu'il s'agit de l'amener là où sont les populations et les terres à irriguer en tenant compte des coûts et des contraintes d'une gestion durable. Dans sa contribution, Yao Badjo, ancien directeur général de la RNET (Régie nationale des eaux du Togo), aborde ces sujets, en insistant sur la nécessité de mobiliser tous les acteurs, en particulier le secteur privé local, et la gestion communautaire. L'Afrique dispose des compétences nécessaires avec des hommes comme Yao Badjo. Mais rien n'est possible sans une volonté politique forte. On peut dire aujourd'hui que la plupart des États africains ont cette volonté. Se pose alors la question du financement.

GÉOÉCONOMIE : Avant d'aborder la question des financements, il existe différents problèmes qu'il convient de résoudre, en particulier celui de l'assainissement. Abordez-vous ce sujet dans le livre ?

Claude JAMATI : Cette question est traitée dans ce livre d'un point de vue particulièrement intéressant. L'Afrique, qui est confrontée à l'accélération du temps et qui doit résoudre en même temps tous les problèmes, peut devenir un vaste champ d'expérimentation pour des idées nouvelles. L'innovation est l'une des clefs de la réussite africaine. Doulaye Koné, qui fait partie des scientifiques de la Fondation Bill et Melinda Gates, nous montre que la toilette du XXI^e

siècle doit fonctionner comme une petite centrale énergétique qui se rechargerait automatiquement et produirait de l'eau potable, des sels et des combustibles ou de l'énergie sous forme de gaz ou d'électricité. La téléphonie mobile s'invente en Afrique avec des applications qui permettent de surmonter les difficultés de tel ou tel secteur, en particulier lorsqu'il s'agit de paiement avec les téléphones intelligents. Comment ne pas envisager, dans le domaine de l'eau, des solutions innovantes pour l'Afrique ? Cela passe par le croisement des savoirs et des expériences. Mouhamed Fadel Ndaw, ex-coordonnateur du *Water Operator Partnership (WOP) Africa*, nous présente l'application à l'Afrique d'une initiative des Nations unies destinée à promouvoir le partenariat pour l'échange systématique de connaissances et le renforcement des capacités entre les professionnels de l'eau et de l'assainissement. L'Association africaine de l'eau est d'ailleurs un lieu d'échange permanent.

GÉOÉCONOMIE : Il existe, dans le domaine de l'eau, les grands opérateurs officiels et les « Petits opérateurs privés » (POP). Comment se joue la coopération entre les opérateurs officiels et les POP ?

Claude JAMATI : Il serait illusoire de penser que l'on peut améliorer la desserte en eau et la qualité de service dans les zones où les opérateurs officiels n'étendent pas leurs réseaux sans les « Petits Opérateurs Privés ». Dans une contribution particulièrement documentée, Sarah Botton (Agence française de développement) et Bernard Collignon (Hydroconseil) montrent le rôle essentiel que jouent les POP, à côté des opérateurs officiels. La question du local est essentielle. Faut-il rappeler - je l'ai dit au début de notre entretien -, qu'un Africain sur deux parcourt chaque jour plus de 10 kilomètres pour aller chercher son eau. Les ONG jouent aussi, localement, un rôle important au plan local. Jean-Bosco Bazié (Eau Vive) retrace justement l'action des ONG, notamment dans la création de points d'eau et dans l'accompagnement de la maîtrise d'ouvrage des services d'eau et d'assainissement au plan local. Pour les villes secondaires,

où les besoins sont importants, Christophe Le Jallé (Programme solidarité eau) décrit une méthodologie et des outils, sous la forme de six guides, destinés à accompagner le choix d'une « Stratégie municipale concertée » (SMC). L'idée majeure est toujours celle de la cohérence de l'action.

GÉOÉCONOMIE : *On peut considérer qu'il existe, en Afrique, parmi les dirigeants du secteur de l'eau, des femmes et des hommes dont la compétence et le dévouement sont reconnus. La liste de vos contributeurs en porte le témoignage. Mais une filière, ce sont aussi les femmes et les hommes qui y travaillent avec un niveau de formation. Ce niveau de formation est-il suffisant, lorsque l'on considère l'ampleur des défis à relever ?*

Claude JAMATI: Il est en effet légitime de se poser la question de l'offre de formation dans les pays Africains. Cette offre répond-elle aux besoins des sociétés d'eau et d'assainissement? Amadou Hama Maiga, directeur général adjoint de l'Institut international d'ingénierie de l'eau et de l'environnement (2IE) de Ouagadougou, répond à cette question, en insistant sur la nécessité d'élever les niveaux de qualification professionnelle. La question essentielle du développement de la prise de leadership de façon durable dans les entreprises de service, grâce à la formation, est traitée par Jean-Antoine Faby, directeur de la Chaire « Eau pour Tous », *International Executive Master OpT*. Cette formation existe depuis plusieurs années. Son objectif est la formation des managers des services d'eau en Afrique.

GÉOÉCONOMIE : *Beaucoup de contributions abordent des sujets qui concernent plusieurs pays. Avez-vous relaté les expériences les plus remarquables dans des pays précis ?*

Claude JAMATI: L'économie du livre repose sur deux axes: des analyses qui s'appliquent à tous les pays et des témoignages sur des expériences précises, dans tel ou tel pays. Mamadou Lamine Kouaté nous parle du Burkina Faso, François Ombanda et Jean-Pierre

Lasseni Duboze du Gabon, Mounir Zougari du Maroc, Bertrand Dardenne du Mozambique, Duduzilé Myéni de la République Sudafricaine, Abdoulaye Bouna Fall du Sénégal, Adnen Boubaker de la Tunisie et Yao Badjo du Togo. La contribution sur le Gabon comporte une analyse préalable qui peut s'appliquer aux nombreuses « multi-utilities eau électricité » du continent.

GÉOÉCONOMIE : S'il fallait résumer la problématique de l'eau en Afrique, que pourrait-on dire ?

Claude JAMATI : L'Afrique ne manque pas d'eau, mais plusieurs pays sont menacés de pénurie. On compte près de 14 pays en situation de stress hydrique. Si l'Afrique ne manque pas d'eau, le continent disposant d'importantes ressources, en revanche, il manque les infrastructures de distribution et d'assainissement qui permettraient aux populations d'accéder à l'eau potable. La Banque africaine de développement (BAD) évalue à 11 milliards d'euros la somme qu'il faudrait consacrer, chaque année, pour créer et entretenir, renforcer et améliorer ces infrastructures. Le défi est d'autant plus difficile à relever que la population urbaine s'accroît sans cesse, pour passer d'ici 2040 de 44 à 57 %. Ces chiffres sont ceux de l'AAE. Investissements insuffisants, mauvaises pratiques, désertification liée au changement climatique, « boum » démographique, besoins de plus en plus importants en eau pour l'industrie et l'agriculture : l'accès à l'eau potable est donc le grand défi africain. L'autre défi concerne l'agriculture qui consomme près de 85 % de l'eau utilisée en Afrique.

GÉOÉCONOMIE : Faut-il être optimiste ou pessimiste ?

Claude JAMATI : La question ne se pose pas en ces termes. Ni optimisme, ni pessimisme, mais une approche qui tient compte des réalités africaines avec, d'un côté, une Afrique qui manque d'eau, celle des zones arides ou semi-arides, et, de l'autre, une Afrique qui dispose de ressources suffisantes, comme au Gabon ou en Sierra Leone. Il existe un autre paramètre dont il faut tenir compte : l'eau

utilisée provient-elle d'une ressource renouvelable ou non ? L'Afrique du Nord, qui représente 20 % de la superficie de la région, ne dispose que de 1 % des ressources renouvelables. Le Golfe de Guinée dispose de près de 24 % des ressources en eau du continent. Il ne faut pas oublier que les trois quarts des pays africains sont sous la menace d'un manque d'eau, lorsque les précipitations sont moins abondantes. La raréfaction de la ressource hydrique est une réalité non seulement en Afrique mais aussi à l'échelle planétaire. L'Afrique oscille entre rareté et abondance et dans les pays d'Afrique qui ne manquent pas d'eau, la population, elle, manque d'eau, car le continent ne possède pas les infrastructures de distribution et d'assainissement nécessaires.

Comment mobiliser tous les acteurs de la filière « eau » en Afrique ? Comment concilier les impératifs d'une économie de marché, - l'eau est un produit de consommation qui s'exploite, se distribue, se gère et se vend -, et la spécificité d'un « bien public », auquel chacun doit avoir accès ? Les femmes et les hommes qui ont contribué à la rédaction du livre *L'Afrique et l'eau* nous montrent que les compétences existent sur le continent. Ils en appellent à la mobilisation des gouvernements, des acteurs publics et privés, des collectivités locales, des ONG, afin d'aller au-delà des généreuses déclarations de principe qui viennent conclure les différents forums mondiaux sur l'eau. En Afrique comme dans le monde, la demande en eau, - usage domestique, industrie, agriculture -, progresse plus vite que l'augmentation de la population. L'accès à l'eau induit aussi sur des problèmes géopolitiques, car se pose la question de la coopération entre pays voisins. La gestion des nouveaux enjeux de sécurité sur le continent africain est exposée, dans ce livre, par Franck Galland, spécialiste des conflits hydriques et auteur de nombreux articles sur les enjeux stratégiques de l'eau, publiés dans des revues de défense et de relations internationales.

GÉOÉCONOMIE : Avez-vous abordé toutes les questions liées à la question de l'eau en Afrique ?

Claude JAMATI : Evidemment non. La multitude des sujets traités

dans ce livre est évidente, avec des éclairages nombreux et variés. Mais la question est si vaste qu'un autre livre serait nécessaire, avec, notamment, des contributions sur l'eau et l'agriculture, sur la gestion des bassins versants, sur l'hydroélectricité et sur bien d'autres sujets. Je tiens à dire que sur tous ces sujets, il existe des responsables africains compétents, clairvoyants et motivés. Or, on sait que l'Afrique a peu de chances d'atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) relatifs à l'eau potable et à l'assainissement. La volonté politique existe mais les réformes des institutions et des cadres juridiques ne permettent pas encore d'élargir l'accès à l'eau potable au plus grand nombre. La pérennité financière reste un problème difficile à résoudre pour tous les acteurs de la filière. L'accès à l'eau potable ne peut être dissocié de l'accès à un assainissement amélioré. Les progrès constatés dans l'accès à l'eau potable sont contrebalancés par le « boum » démographique : entre 1990 et 2004, 10 millions de personnes supplémentaires ont pu, dans l'Afrique subsaharienne, avoir accès à l'eau potable. Mais, avec le « boum » démographique, ce sont 60 millions de personnes supplémentaires qui n'ont pas accès à l'eau potable. Il faut dire que de nombreux pays ont fait des progrès considérable sur la question de l'accès à l'eau potable : parmi ceux-ci figurent le Maroc et la Tunisie au nord, le Sénégal et le Burkina Faso à l'ouest, l'Ouganda et la Tanzanie à l'est, et l'Afrique du Sud. La Namibie est pionnière dans l'installation d'équipements destinés à économiser et conserver l'eau. L'accès à l'eau potable et à l'assainissement est certes un droit élémentaire, mais l'Afrique ne pourra pas exploiter l'énorme potentiel de développement économique qui est le sien sans un meilleur accès à l'eau. Or, l'Afrique reste sous la menace du réchauffement climatique et de l'avancée des déserts dans la zone du Sahel et sa partie australe. Certes, il convient de réaliser les infrastructures nécessaires, mais la question de l'eau en Afrique suppose aussi, à court terme, une amélioration des réseaux existants et des solutions en matière de stockage. L'accès à l'eau en Afrique est donc un combat qui ne fait que commencer.